

Promenade dans le fonds du Montreal Board of Trade

John Willis

Numéro 118, été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72107ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Willis, J. (2014). Promenade dans le fonds du Montreal Board of Trade. *Cap-aux-Diamants*, (118), 30–31.

PROMENADE DANS LE FONDS DU MONTREAL BOARD OF TRADE

Lors d'une conversation avec l'archiviste de HEC Montréal, j'ai appris que son service conservait les papiers de la Chambre de commerce de Montréal et du Montreal Board of Trade. J'ai donc décidé d'explorer le fonds du Board of Trade afin de mieux connaître son potentiel en tant que témoin de l'histoire économique. J'ai commencé avec l'année 1914, puis je suis passé à 1929-1930 pour revenir à 1906, puis 1928. J'ai fait la navette entre les procès-verbaux de l'exécutif et les délibérations du conseil. Après quelques visites, je ne peux prétendre avoir maîtrisé le sujet. Cependant, j'en sais assez pour dire que ce fonds vaut le détour.

Le Board of Trade est un organisme qui représente le milieu des affaires anglophones de Montréal. Les francophones se regroupent surtout au sein de la Chambre de commerce, quoiqu'on en trouve quelques-uns au sein du Board, par exemple, en 1914, Joseph Tremblay, chef des pompiers de Montréal. Le Board est composé d'un exécutif, d'un conseil et de comités répartis parfois par secteurs économiques parfois par secteurs d'intérêts. La *shipping interest*, qui s'occupe des questions de navigation sur le fleuve et dans le port de Montréal figure parmi les comités les plus importants. Le Board est jaloux de son statut. En 1914, un groupe d'hommes d'affaires italo-canadiens proposent de mettre sur pied une chambre de commerce italienne à Montréal. Le Board n'appuyait pas l'idée. On était d'avis qu'il ne devait y avoir qu'un seul Board par ville. De cette façon, il passait sous silence le fait qu'il y avait déjà deux chambres de commerce à Montréal : l'une pour les anglophones, l'autre pour les Canadiens français. Les membres du Board s'intéressent à tout : à des questions d'urbanisme –



L'entrée principale de l'édifice du Montreal Board of Trade, probablement au début des années 1960. (Archives - HEC Montréal, fonds du Bureau de commerce de Montréal, P019-Z1, 0009).

l'entrée d'un parc, la trop grande circulation automobile, les piétons et les tramways au centre-ville, l'enfouissement des fils de téléphone et de télégraphe. On veut aider les personnes dans le besoin. On procède à la cueillette de fonds pour appuyer les victimes d'une

disette au Japon (1906). On vient en aide aux gens de la péninsule de Burin à Terre-Neuve qui ont beaucoup souffert des effets d'un tsunami catastrophique qui a emporté maisons, quais et bateaux de pêche et fait 27 morts, en novembre 1929. Au même moment,

après un échange avec la Big Sisters Association, on demande aux autorités civiles de fournir des lieux de détention adéquats pour jeunes contrevenants en attente de leur procès à la cour juvénile. De l'avis du Board, la pratique d'héberger les filles à la prison des femmes et les garçons à l'école de réforme n'était pas acceptable. Les mauvaises fréquentations pouvaient corrompre les jeunes. Par ailleurs, il n'y avait même pas de salle de récréation dans l'édifice.

À la manière d'un conseil de ville ou de fabrique, mais sans aucun mandat formel, le Board se préoccupe de tout ce qui touche de près ou de loin ses électeurs, les milieux d'affaires. Le gouvernement du Québec propose, en 1909 ou 1910, d'obliger les grandes compagnies publiques à rédiger leurs contrats dans les deux langues. La mesure n'est pas nécessaire, croit le Board, et il pourrait engendrer d'importants coûts. Le projet de loi « *is an interference with private rights* », déclare le conseil, le 23 mars 1910. Les vraies affaires, à cette époque, devaient se faire seulement en anglais.

Adoptant un point de vue tantôt étroit, tantôt large sur les questions de l'heure, les délibérations du Board sont le reflet d'un contexte. Parfois, on est plongé dans le vif du sujet. Le 12 mars 1918, on se demande si on dispose d'une assurance couvrant les dommages causés par une émeute ou une explosion : l'agitation contre la conscription bat son plein dans le Belle Province. On était à trois semaines de l'émeute contre la conscription à Québec. Dès l'automne 1914, la guerre s'impose auprès des membres du conseil, tous imprégnés de patriotisme. Il faut faire censurer les reportages sur la navigation sur le fleuve afin de priver l'ennemi d'informations stratégiques. On encourage les membres du Board et du public à s'enrôler dans une milice spéciale pour monter la garde au port, le long du canal de Lachine et sur le pont Victoria. En novembre 1914, on se plaint de la présence, dans les rues de Montréal, de milliers d'immigrants venus d'Allemagne ou de l'Empire austro-hongrois. On disait d'eux qu'ils étaient

peu fiables. Il fallait avertir la police et le gouvernement du Canada. On parvient même à obtenir des statistiques précises sur la présence d'étrangers à Montréal : on pouvait dénombrer 2 000 Chinois, 5 à 6 000 Autrichiens, 1 500 Allemands, 3 000 Polonais et 12 000 Italiens. De ce dernier nombre, 5 000 devaient partir bientôt. Il n'en restera que 1 000 qui séjourneront à Montréal durant l'hiver.

Le Board of Trade est une machine efficace qui collige, maîtrise et partage des chiffres. Il est animé par des hommes qui savent compter, mais qui ne sont pas dépourvus de compassion. En février 1930, la crise économique bat son plein. On encourage les autorités à entreprendre d'importants travaux publics – sur le site de la future gare centrale, par exemple – immédiatement et non pas au printemps afin de combattre le chômage. Ils ont une conscience sociale ces gens de bonne famille. Ils ont aussi le goût de se rassembler entre compères, au St. James Club comme au chalet. Pour la fête du Nouvel An, le 31 décembre 1929, on organise un gala sur un thème hawaïen. Le derrière de la scène est décoré d'une représentation du Royal Hawaiian Hotel à Honolulu illuminé par des projecteurs géants. La musique était une gracieuseté de Louis Lemieux et son orchestre. Bien sûr, dans son allocution, le président a évoqué le crash boursier et les moments difficiles, mais il était confiant que l'économie allait rebondir. À la fin, les invités purent partir en paix, car on avait amassé 285 \$ pour le bénéfice de l'Hôpital de Montréal pour enfants et la Old Brewery Mission. Au total, ils étaient 400 pour une fête qui n'attirait que 75 personnes habituellement. Manifestement, on avait besoin de fêter. Pour cette génération, surtout pour ceux et celles qui habitaient de l'autre côté de la *track* au pied de la pente douce de Westmount ou dans le « Faubourg à m'lasse », l'hiver sera long! ■

John Willis

**Conservateur, histoire économique et
environnementale
Musée canadien de l'histoire**

UNE IMAGE VAUT 1 000 MOTS



Vous cherchez une image ?

Contactez-nous
revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca
 (418) 656-5040
 pour accéder
 aux trésors photographiques de

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

CAP-AUX-DIAMANTS